

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

**•Célébrité
Johnny Hallyday hospitalisé**

Le chanteur français Johnny Hallyday qui lutte depuis plusieurs mois contre un cancer des poumons, est hospitalisé à Paris pour détresse respiratoire, a-t-on appris vendredi auprès d'un proche confirmant une information du magazine people "Voici". "Son retour à la maison est prévu sous peu, la situation est stabilisée", a indiqué un proche à l'AFP, confirmant que le chanteur, immense star en France, était encore hospitalisé. Selon Voici, "le chanteur de 74 ans a été admis le 13 novembre dans la clinique Bizet", établissement privé de Paris où la star devait subir cette semaine une nouvelle séance de chimiothérapie.

•De la blague au harcèlement

Le sexisme à l'hôpital
"La chirurgie, c'est pas fait pour les femmes": le sexisme a la peau dure dans le milieu médical français, témoigne une enquête dévoilée vendredi au moment où la parole se libère après l'affaire Weinstein. Blagues graveleuses, gestes déplacés, voire harcèlement sexuel n'épargnent pas les étudiants en médecine, en particulier à l'hôpital. En octobre, la ministre française de la Santé, Agnès Buzyn, elle-même médecin, avait affirmé avoir été victime de "comportements très déplacés" dans son travail, avec "des chefs de service qui (lui) disaient : + Viens t'asseoir sur mes genoux+", faisant "rire tout le monde". L'Isni, le syndicat national des internes, ces étudiants en médecine qui se forment dans les hôpitaux, n'a pas attendu l'affaire Weinstein pour lancer, début septembre, un grand questionnaire en ligne afin d'évaluer l'ampleur du phénomène.

**•Histoire
Endoctrinement sous le IIIe Reich**

"C'étaient des jeunes auxquels on a promis le rêve et qui n'ont eu que le cauchemar". A partir des témoignages de dix Allemands enrôlés pendant leur enfance dans les Jeunesses hitlériennes, le documentariste David Korn-Brzoza explore l'effroyable mécanique d'"endoctrinement" orchestré par le IIIe Reich. Le documentaire, tissé d'images d'archives exceptionnelles, sera diffusé ce dimanche en Suisse et mardi en France (20H55 sur France 2) après l'avoir été récemment en Belgique.

Rassemblés par R.H.A

**Vie des syndicats / Secteur santé
Le Symefoga réclame la régularisation des situations administratives**



Photo : Jean Madouma

Le bureau du Symefoga dit privilégier les négociations.

JM

Libreville/ Gabon

LE Syndicat des médecins fonctionnaires du Gabon (Symefoga) a récemment effectué sa rentrée au Centre hospitalier universitaire de Libreville (Chul). A cette occasion, les membres ont été éduqués sur les différentes démarches menées auprès des administrations. Des actions ont également été projetées pour une meilleure prise en charge des malades et de la situation administrative de certains membres.

Le président du Symefoga, Adrien Mougougou, a salué l'engouement des adhérents, et s'est réjoui de les voir s'indigner des maux qui paralysent la santé. « *Le constat est déplorable, nos hôpitaux sont sans médicaments, quelquefois il manque même de l'alcool. Le personnel a sa partition à jouer par sa disponibilité, sa psychologie dans la relation avec les patients. L'hôpital ne peut régler à lui seul tous les maux de la société. La guérison d'un patient, c'est aussi la cohésion sociale.* » S'agissant des démarches entreprises en rapport avec les problèmes de la santé, le bureau du syndicat a fait savoir qu'un document contenant l'ensemble des préoccupations a été remis au vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou. Les problèmes de reclasse-

ment, du fonctionnement des CHU ont été évoqués avec le ministre de la Santé, mais aussi la situation du CHU d'Angondjé dont la gestion n'est pas clarifiée, pour savoir s'il appartient à la Santé militaire ou secteur public. Concernant la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), les syndicalistes ont fait état de la dette vis-à-vis des hôpitaux, qui a pour conséquence la dégradation des prestations des services médicaux. Des faits qui doivent pousser, selon eux, à réfléchir sur l'autofinancement des hôpitaux.. Pour le CHU d'Angondjé, le Symefoga a pris l'engagement de faire un recours au Conseil d'Etat, pour examiner le problème. En outre, le syndicat dit aussi attendre le versement des indemnités de ses membres, la mise en place des conseils médicaux dans les CHU, le suivi de reclassements après des stages, etc.



Photo : Jean Madouma

Vue partielle des médecins fonctionnaires lors de la rentrée syndicale.

Archivage et sauvegarde numériques

BS Gabon forme sur le stockage des données



Photo : R.H.A

Saber Ben Dhiab, DGA de BS Gabon : "La conservation des données obéit à des règles modernes".

R.H.A

Libreville/Gabon

LA problématique de la conservation et de l'archivage des données est une équation à plusieurs inconnues qui concerne à la fois les entreprises et les administrations. Cette question était au centre d'un séminaire organisé jeudi à Libreville. BS Gabon, en partenariat avec le bureau Veritas, a entrepris l'assistance sur les nouveaux mécanismes de gestion, de conservation et de stockage de données. Une assistance composée de clients et partenaires a été éduquée sur les techniques modernes du procédé.



Photo : R.H.A

Une phase de la formation.

Pour le directeur général adjoint de BS Gabon, Saber Ben Dhiab, « *une donnée est une chose qu'il faut savoir bien conserver. Aujourd'hui, dans le système d'information, une donnée est considérée comme un bien immatériel et est aussi précieuse que d'autres biens. C'est un patrimoine qu'il faut savoir bien garder et préserver. Il faut, à ce propos, considérer les aspects réglementaires de la chose. C'est ce que nous avons souhaité partager à nos clients et partenaires.* » De nos jours, être dans une administration et ne pas sauvegarder ses données s'assimile à « *conduire une voiture sans assurance. En cas de sinistre, on n'a que nos yeux pour pleurer. Et ça coûte très cher de ne pas pouvoir restaurer les données.* »

Cette formation, d'après le DGA de BS Gabon, part du constat selon lequel aujourd'hui, les responsables d'entreprises sauvegardent certes leurs données, mais ils le font d'une façon moins efficace et souvent inappropriée. « *Certains le font mais sans tenir compte des thématiques qui nécessitent une sauvegarde digne de ce nom. D'où la nécessité d'aller vers des solutions modernes qui savent répondre aux exigences des clients* », a ajouté Saber Ben Dhiab. Pour bien se faire comprendre, le représentant de BS Gabon a pris l'exemple de la conservation des données d'une rédaction. Il fait savoir qu'elle passe par la numérisation d'un ensemble de supports. « *Par*

la suite, il y a aussi un travail assez important, qui est celui de la classification des données critiques. Il faut savoir ce qui est important à restaurer en cas de sinistre. Puis, il y a un processus qui suit cette opération», explique Saber Ben Dhiab. Toutes les administrations, qu'elles soient publiques

ou privées, sont donc concernées par cette opération. « *Je profite de cette occasion pour dire qu'il y a réellement un besoin de partenariat entre les secteurs privé et public pour ce qui est de la préservation des données et du patrimoine* », a conclu le DGA de BS Gabon.

